

Ce sera une rencontre en quelque sorte non structurée. Je ne m'attends pas qu'elle donne lieu à des résolutions ni à des communiqués, et je me suis efforcé de convaincre les journalistes de ne pas y assister, car il ne devrait pas s'agir d'un événement qui suscitera beaucoup d'intérêt dans la population.

\* \* \*

### L'ASSURANCE SOCIALE

#### L'ÉTUDE PAR LE COMITÉ DE L'UTILISATION DU NUMÉRO D'ASSURANCE SOCIALE

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Emploi et de l'Immigration, mais puisqu'il est absent, j'adresserai ma question à son secrétaire parlementaire. Il s'agit du fait que les numéros d'assurance sociale sont utilisés bien plus souvent que le gouvernement ne l'avait prévu.

A l'instar de bien des Canadiens, je suis convaincu que ce sont surtout des organismes et des ministères provinciaux qui demandent ce numéro pour l'octroi de permis. Je me demande si le secrétaire parlementaire pourrait confirmer que le comité qui sera créé au mois de février révélera l'opinion des provinces au public. Peut-il dire par ailleurs qui fera partie de ce comité et si nous en arriverons à une sorte d'entente sur l'utilisation des numéros d'assurance sociale?

**M. Frank Maine (secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Je suis certain que le ministre exigera une discussion approfondie à ce sujet et que l'on tiendra compte de la recommandation faite par le député, c'est-à-dire que l'on consultera les provinces.

J'aimerais ajouter que d'une manière générale, les gens dévoilent leur numéro d'assurance sociale de leur plein gré. Je songe notamment à l'Opération identification qui a été lancée par les services de police de la région et qui consiste à inscrire son numéro d'assurance sociale sur les objets de valeur. Bien des gens qui grâce à ce système, ont pu récupérer des marchandises volées, se sont félicités d'avoir utilisé volontairement leur numéro d'assurance sociale,

\* \* \*

### LA CONSOMMATION

#### LE PRIX DE LA DINDE DANS L'OUEST DU CANADA

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** J'aimerais poser au ministre de la Consommation et des Corporations une question sur la poursuite de la guerre de la dinde.

Nous avons remarqué que le prix des dindes de Noël est à la baisse en Ontario, mais qu'il demeure très élevé dans le reste du pays. Étant donné que les éleveurs de l'ouest du Canada et de l'Ontario reçoivent moins pour leurs dindes, que le consommateur de Winnipeg continue à payer quelque 20c. de plus et que le producteur obtient quatre ou cinq cents de moins, quelle est la raison de cet écart? Est-ce parce qu'il y a une plus forte concentration des entreprises au niveau de la vente au détail

### Questions orales

dans les Prairies? Le ministre peut-il vérifier cela et voir s'il peut faire quelque chose?

**L'hon. Warren Allmand (ministre de la Consommation et des Corporations):** J'ai lu un article selon lequel les dindes coûtaient moins cher en Ontario, mais j'ai vérifié les annonces pour le Québec, par exemple, et j'ai constaté que les prix étaient à peu près les mêmes qu'en Ontario. Je ne sais pas ce qu'il en est dans l'Ouest, et j'ignore la raison de cet écart, mais je veux bien faire enquête.

\* \* \*

### L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

#### LA NOTE DE SERVICE DU MINISTRE DU REVENU NATIONAL CONCERNANT LES OBJECTIFS POLITIQUES

**M. Joe Clark (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, j'ai pu jeter un coup d'œil sur le mémoire relatif au Bureau d'information sur l'unité canadienne rédigé par un ancien adjoint du superministre des affaires économiques.

Comme le premier ministre l'aura remarqué, le mémoire ne dit aucunement que les activités du Bureau d'information deviendront de plus en plus «politisées» au cours des semaines et des mois à venir, mais il parle précisément du recours aux services d'agences de publicité.

Le premier ministre peut-il dire à la Chambre quelles agences on songe à employer pour susciter une controverse politique et quel genre de mesure le Bureau songe à prendre, à sa connaissance, afin de se faire connaître de plus en plus comme groupe politisé?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je vais saisir le ministre de la Justice de la question car il est en mesure de donner plus de détails sur le groupe en question; ceci dit, la Chambre sait que nous étudions en ce moment un bill relatif aux référendums et que le gouvernement a l'intention de participer très activement à la promotion de l'idée de l'unité canadienne dans la période qui précédera tout référendum fédéral que nous déciderions de tenir.

Nous avons l'intention de prendre une part active, comme nous l'avons fait jusqu'ici, au débat sur la séparation du Québec au cours de la période qui précédera le référendum québécois. Il ne fait aucun doute que c'est de ce genre d'activité qu'on fait état dans le mémoire dont parle le chef de l'opposition.

**M. Clark:** Je ne comprends pas comment des questions relatives à l'emploi d'agences de publicité par un ancien adjoint d'un ministre, qui fait maintenant partie du Bureau d'information sur l'unité canadienne peuvent constituer l'une des sources de controverse que ce Bureau pourrait songer à exploiter. Je ne vois pas comment cela se rattache directement aux problèmes qui se poseront naturellement quand il s'agira de présenter la thèse fédérale.